

# Qui a les meilleurs atouts en main? : Sondage auprès des partis politiques

Autor(en): **Dürsteler, Yvonne / Rieben, Eduard**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger**

Band (Jahr): **26 (1999)**

Heft 4-5

PDF erstellt am: **10.08.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-912681>

## **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

## **Haftungsausschluss**

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Qui a les meilleurs atouts en main?

# Sondage auprès des partis politiques

Afin de permettre à nos lecteurs une comparaison directe, la rédaction de la «Revue suisse» a posé trois questions concrètes aux centrales des partis politiques suisses:

**1** Combien de sièges votre parti entend-il gagner au Conseil national lors des élections fédérales d'octobre?

**2** Quel but politique votre parti s'est-il fixé pour la nouvelle législature?

**3** Quelle est la position de votre parti concernant le message du Conseil fédéral du 28 avril 1999 sur la limitation de l'AVS/AI facultative?



**Parti radical-démocratique suisse (PRD)**

Devenir le plus important groupe parlementaire, doubler la représentation féminine et rajeunir notablement le groupe.

Le PRD veut réformer la Suisse de manière responsable, afin de maintenir autant de liberté que possible, tout en créant autant de sécurité que possible.

Le PRD a prié le Conseil fédéral de renoncer à limiter l'accès à l'AVS facultative, étant donné que cette assurance sociale revêt une grande importance pour nos compatriotes âgés vivant à l'étranger.



**Parti socialiste suisse (PSS)**

Nous voulons maintenir le nombre de nos sièges au Conseil national.

Le PSS entend œuvrer pour le maintien de la cohésion sociale dans notre pays et pour que celui-ci prenne davantage de responsabilité sur le plan international.

Le PSS soutient les propositions du Conseil fédéral. Il demande toutefois des mesures complémentaires pour la protection des personnes encore en formation et pour les jeunes qui débutent dans la vie active.



**Parti libéral suisse (PLS)**

Le parti libéral suisse souhaite gagner 3 sièges au Conseil national.

Au travers de tous les grands débats, nous souhaitons affirmer une ligne et une attitude libérale qui ne se laisse influencer ni par le vent de la socialisation, ni par les excès de la droite dure.

Le parti libéral suisse a regretté que l'enjeu de cette révision ait été sous-estimé pour les Suisses résidant à l'étranger.



**Parti suisse de la liberté (PSL)**

Le PSL veut obtenir 5 à 8 mandats.

D'une part empêcher l'adhésion de la Suisse à l'UE, à l'ONU et à l'OTAN, d'autre part lutter contre l'augmentation des impôts, taxes et redevances.

Le PSL n'a pas encore d'opinion définitive à ce sujet. En règle générale, le parti est en faveur du maintien de cette importante œuvre sociale, sans déductions supplémentaires sur les salaires.



**Parti évangélique de la Suisse (PEV)**

Le PEV souhaite obtenir 5 mandats, afin de pouvoir constituer un groupe parlementaire.

Nous nous engageons sur les questions d'éthique, de politique sociale, d'environnement et de transports.

L'AVS facultative doit en principe être maintenue.



**Lega dei Ticinesi (Ligue des Tessinois)**

La Lega aspire à 2 sièges au Conseil national.

Nous militons pour une politique d'asile plus restrictive et combattons le rapprochement de la Suisse de l'UE.

Nous sommes opposés à une limitation de l'AVS facultative.



**Frauen macht Politik! (FraP!)**

Nous voulons maintenir notre siège zurichois et escomptons l'arrivée d'au moins 12 nouvelles féministes au Conseil national.

Nous militons pour une société solidaire où le travail, l'argent, le pouvoir et l'espace soient partagés équitablement entre tous – indépendamment du sexe, de l'origine, de la couleur de la peau et des inclinations sexuelles.

Nous sommes par principe d'avis que les Suisses de l'étranger doivent être traités dans tous les domaines de la même manière que les étrangers en Suisse.



**Parti démocrate-chrétien suisse (PDC)**

Le PDC veut défendre ses sièges au National et aux Etats et rester la troisième force politique du pays.  
Un des objectifs principaux de la prochaine législature sera de garantir le maintien de l'acquis social.  
Le PDC soutient la limitation du champ d'application aux Etats n'ayant pas de convention de sécurité sociale avec la Suisse.



**Union démocratique du centre (UDC)**

L'UDC s'est fixée pour but de maintenir sa force actuelle au Conseil national.  
Le parti s'engage pour une Suisse avec une classe moyenne solide, dont les habitants puissent vivre dans l'indépendance, la sécurité et la liberté.  
Il n'est pas admissible que des compatriotes vivant à l'étranger soient défavorisés sur le plan des assurances sociales par rapport aux étrangers vivant en Suisse.



**Parti écologiste suisse (Les Verts)**

Notre but est de gagner trois sièges supplémentaires, afin de disposer de 11 sièges au Conseil national.  
Nous militons pour une Suisse tournée vers l'avenir grâce à une offensive écologique et une politique sociale efficace et soutenons l'adhésion à l'UE et à l'ONU.  
La position définitive n'est pas encore arrêtée; le message présente des améliorations par rapport au projet mis en consultation.



**Démocrates suisses (DS)**

Obtenir si possible la capacité de former un groupe parlementaire avec au moins 5 sièges au Conseil national.  
Réduction de la surpopulation étrangère catastrophique, limitation de l'immigration et opposition à l'adhésion de la Suisse à l'UE.  
Les DS ont toujours lutté contre toute discrimination à l'égard des Suisses de l'étranger; c'est pourquoi nous sommes opposés à une limitation de l'AVS facultative.



**Alliance des Indépendants (AdI)**

Confirmation des 3 sièges actuels et gain d'un siège supplémentaire aussi bien à Berne qu'à St. Gall.  
Nous voulons représenter une classe moyenne ouverte et créer pour cela un regroupement des petits partis du centre.  
Si la Suisse accepte les accords bilatéraux, il faudra offrir d'autres possibilités de prévoyance vieillesse aux Suisses de l'étranger.



**Parti suisse du travail (PdT)**

Nous souhaitons pouvoir constituer un groupe à la gauche du PSS au parlement.  
Mobilisation en faveur des services publics et contre le démantèlement des assurances sociales et lutte en faveur d'une fiscalisation des nouveaux flux financiers.  
Ce n'est qu'un compromis visant essentiellement à réaliser des économies dont les femmes et les plus modestes feront les frais.



**Parti chrétien-social (PCS)**

Nous souhaitons gagner 1 à 2 sièges au Conseil national.  
Nous militons pour un avenir commun, solidaire et équitable.  
Pour des raisons financières, le PCS soutient les propositions du Conseil fédéral.



**Union démocratique fédérale (UDF)**

Nous voulons maintenir notre siège actuel et en gagner 2 à 3 supplémentaires.  
Nous militons pour une Suisse défendant les valeurs chrétiennes, agissant de manière responsable (assainissement des dettes, équilibre budgétaire) et politiquement libre et indépendante (non à l'adhésion à l'UE et à l'ONU).  
Par principe, nous sommes opposés à une limitation de l'AVS facultative.